



Sous la pression de l'intersyndicale, initiée par la CGT Educ'action, le ministère consent enfin à lever un bout du voile qui recouvre son projet de réforme de la voie professionnelle, brisant le silence depuis ses annonces du mois de mai 2018.

Réunies en multilatérale, il leur a donné un calendrier des réunions jusqu'en décembre 2018, qui porte pour l'essentiel sur les dates des instances règlementaires ayant à traiter de la réforme, sans pour autant donner de réponses précises aux questions posées.

Alors que les arbitrages seront rendus dès fin octobre pour la loi de finances 2019, la CGT Educ'action considère que les annonces faites par le ministère et les contingences du calendrier ne répondent d'aucune façon à une négociation valable et s'apparentent à un simulacre de dialogue social.

Les inquiétudes des personnels quant à l'avenir de la filière GA ou au contenu d'enseignement des matières professionnelles et générales demeurent, renforçant celles sur la qualité des formations délivrées et les perspectives de poursuite d'études en BTS pour les élèves.

Les grilles horaires présentées en mai, même susceptibles de quelques aménagements, prévoient toujours une baisse drastique des heures d'enseignement. En bac pro, selon les grilles actuelles, c'est 9 à 11 semaines de moins d'enseignement. Cet appauvrissement de la formation est inacceptable : les élèves et les personnels ont besoin d'un projet qui va dans le sens d'une élévation du niveau de la formation !

Les modifications des grilles horaires vont entraîner des milliers de suppression de postes dans toutes les disciplines.

La CGT Educ'action a œuvré à construire une réponse unitaire la plus large possible. Nous avons réussi à rassembler toutes les organisations syndicales représentatives des PLP dans deux courriers communs adressés au Ministre.

Pour autant, elle considère avec les organisations syndicales défendant l'intérêt des élèves et des personnels, que la mobilisation reste une nécessité face à ces attaques contre les lycées professionnels.

Pour obtenir le report de cette réforme et l'ouverture de négociations pour une véritable revalorisation de la voie professionnelle elle appelle les personnels :

Du 17 au 21 septembre : organisation d'une heure d'information syndicale dans tous les établissements pour discuter des conséquences de la réforme et construire la mobilisation.

Jeudi 27 septembre : journée de grève !